

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 31 (1984)
Heft: 7-8

Rubrik: Aktuell = Actualité = Attualità

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Nationalrat Humbel greift Report der Zeitschrift «Zivilschutz» auf

Interpellation betreffend Verweigerer des Zivilschutzdienstes

red. Der Bericht über die uneinheitliche Praxis in Sachen Ahndung der Zivilschutzdienst-Verweigerung in der Nummer 6/84 unserer Zeitschrift hat Nationalrat Beda Humbel (CVP, AG) dazu veranlasst, eine Interpellation einzureichen, die wir nachfolgend abdrucken. Es bleibt zu hoffen, dass diese Initiative des engagierten Zivilschutz-Nationalrates letztlich in Richtung Vereinheitlichung der Strafpraxis auf eidgenössischer Ebene führen wird.

«Die Zahl der Verweigerer beim Zivilschutz nimmt leider von Jahr zu Jahr zu. Auch hat sich gezeigt, dass die Anwendung der Vorschriften bezüglich Disziplinar- und Strafmassnahmen in unsern Kantonen uneinheitlich ist.

Diese Feststellungen veranlassen mich, dem Bundesrat folgende Fragen zu stellen:

1. Ist der Bundesrat in der Lage, die Zahl der Verweigerer in allen 26 Kantonen für die letzten fünf Jahre bekanntzugeben? Gleichzeitig soll eine Übersicht betreffend die Massnahmen
 - Bussen
 - Haft/Gefängnis
 - Ausschlüsse vom Zivilschutzdienst
 aufgestellt werden.
- 2a. Ist der Bundesrat bereit, den zuständigen kantonalen Amtsstellen Weisungen zu erteilen, damit die Vorschriften/Direktiven für Disziplinar- und Strafmassnahmen einheitlich angewandt und konsequent befolgt werden?
- 2b. Oder erachtet der Bundesrat eine

Gesetzesänderung für notwendig, damit die Einheitlichkeit erreicht werden kann?

Begründung

Die unterschiedlichen Strafmassnahmen der Kantone in Zivilschutz-Strafsachen haben nicht nur eine Verunsicherung der jeweils zuständigen Zivilschutzstellen zur Folge, sondern sie bewirken, dass die ungleiche Praxis von Gegnern unserer Gesamtverteidigung dazu benützt wird, die Institution Zivilschutz trotz ihres rein humanitären Charakters in Misskredit zu bringen. Auch das offizielle Organ des Schweizerischen Zivilschutzverbandes (SZSV), die Zeitschrift «Zivilschutz», vermisst in ihrer jüngsten Nummer 6/84 bei der Frage der Ahndung von Zivilschutz-Verweigerungen eine «unité de doctrine». Mit einer einheitlichen Straf- bzw. Gerichtspraxis im Falle von Zivilschutz-Verweigerungen und Disziplinarvergehen würde dem in der Bundesverfassung verankerten Artikel, wonach «jeder Schweizer vor dem Gesetz gleich ist», grössere Nachachtung verschafft.»

Le conseiller national Humbel s'inspire de l'article publié dans la revue *Protection civile*

Interpellation concernant les objecteurs refusant de servir dans la protection civile

red. L'article relatif à l'adoption hétérogène de sanctions dans les affaires liées au refus de servir dans la protection civile, qui avait paru dans le numéro 6/84 de notre revue, a incité le conseiller national Beda Humbel (PDC, AG) à adresser une interpellation dont nous reproduisons le texte dans les pages suivantes. Il reste à espérer que l'initiative de ce conseiller national qui s'engage ainsi pour la protection civile permettra d'aboutir en dernier ressort à une unité de doctrine sur le plan fédéral en matière de sanctions pénales.

«Le nombre des objecteurs refusant de servir dans la protection civile ne cesse de s'accroître chaque année. On a pu également constater que l'application des prescriptions relatives aux mesures disciplinaires et pénales n'était pas unitaire d'un canton à l'autre. Ces constatations m'amènent à poser

au Conseil fédéral les questions suivantes:

1. Le Conseil fédéral est-il en mesure de faire connaître le nombre exact d'objecteurs dans les 26 cantons au cours des cinq dernières années? Il serait souhaitable d'établir par la même occasion une liste des mesures prises à leur encontre:
 - amendes
 - détention/emprisonnement
 - exclusion du service de protection civile
- 2a. Le Conseil fédéral est-il prêt à donner aux administrations cantonales compétentes des instructions, de telle sorte que les prescriptions relatives aux mesures disciplinaires et pénales soient appliquées selon une doctrine unitaire et suivies de manière conséquente?
- 2b. Ou bien le Conseil fédéral considère-t-il comme nécessaire une

modification de la loi afin d'instaurer une unité de doctrine?

Fondement

La différence existant entre les mesures pénales adoptées par les cantons dans les affaires pénales relevant de la protection civile n'a pas seulement pour conséquence de créer un climat d'incertitude dans les administrations de la protection civile compétentes, mais elle a également pour effet que l'inégalité du traitement appliqué aux adversaires de notre défense générale est mise en avant pour jeter le discrédit sur la protection civile en tant qu'institution, et ce malgré son caractère purement humanitaire. Même l'organe officiel de l'Union suisse de la protection civile (USPC), la revue *Protection civile*, déplore dans son dernier numéro 6/84, à propos des peines requises à l'encontre des objecteurs refusant de servir dans la protection civile, l'absence d'une «unité de doctrine». Une position unitaire au niveau pénal, respectivement judiciaire, en cas d'objection à servir dans la protection civile ou en cas d'infractions d'ordre disciplinaire permettrait que l'on accorde davantage de crédit et de respect à l'article figurant dans la Constitution fédérale, selon lequel «Tous les Suisses sont égaux devant la loi».

A Montheron/La Rama se déroule l'instruction de la capitale du canton de Vaud

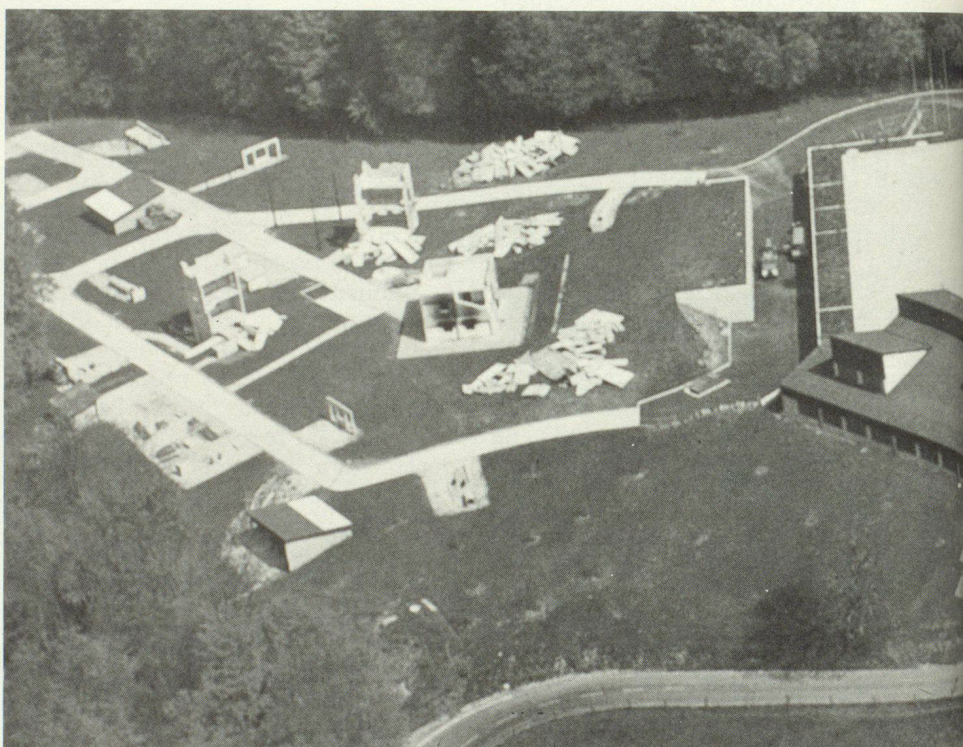
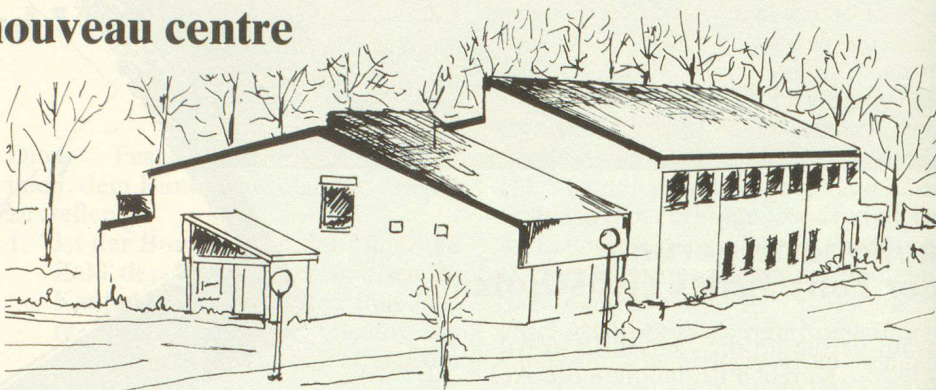
PC Lausanne avec un nouveau centre

pd/ats/pc – Une dixième seulement des 12 000 Lausannois astreints au service de protection civile ont été formés jusqu'ici. D'où la nécessité d'un centre communal d'instruction qui, après trois ans de travaux, a été inauguré officiellement, à Montheron au-dessus de la ville de Lausanne.

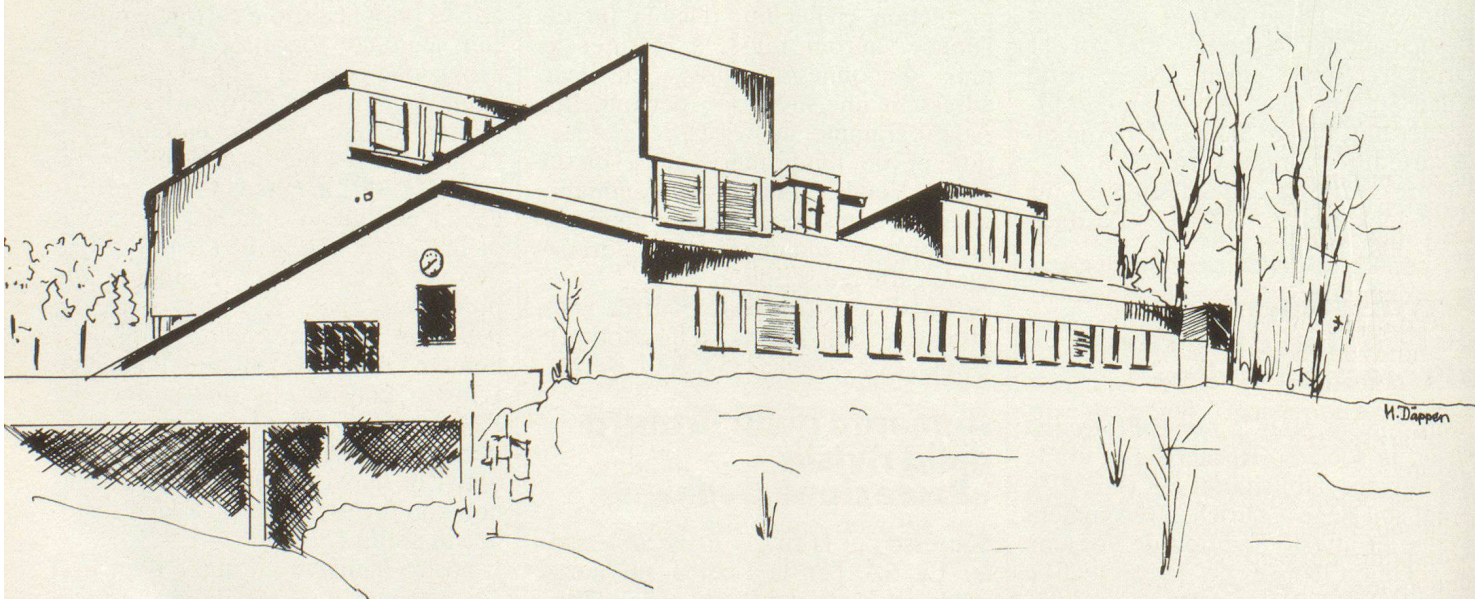
Ce nouveau centre d'instruction de la protection civile, qui a coûté 7,8 millions de francs, est équipé pour héberger jusqu'à 190 personnes par jour, mais 60 à 70 en occupation normale.

La création d'un centre d'instruction est apparue nécessaire pour la commune de Lausanne, dès l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur la protection civile, en 1964.

Divers emplacements furent proposés. Finalement, une parcelle propriété de la commune, sise à Montheron, au lieu-dit La Rama, fut retenue. Un concours d'architecture suscita la présentation de 42 projets. Le 21 juin 1977, le jury attribuait le premier prix à M. Hansjörg Zentner, architecte au bureau Bevilacqua, Urech et Zentner. Le 28 octobre 1980, le Conseil communal adoptait le préavis de construction et, le 12 juin de l'année suivante, la Municipalité délivrait le permis de construire. Les travaux démarraient dix jours plus tard et, le 26 novembre 1982, le bouquet était dressé au faîte du bâtiment.



Vue générale.

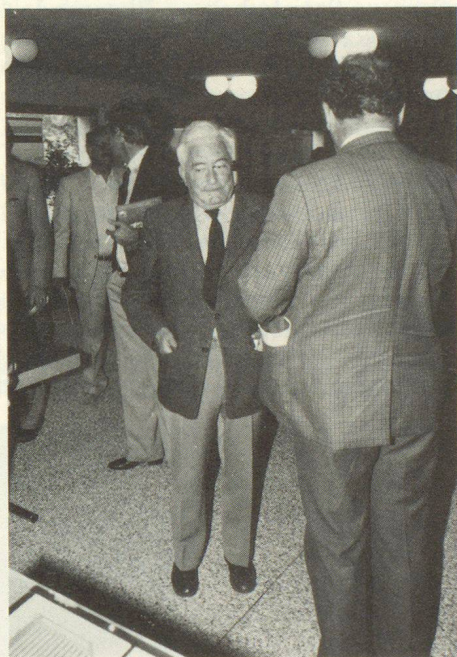
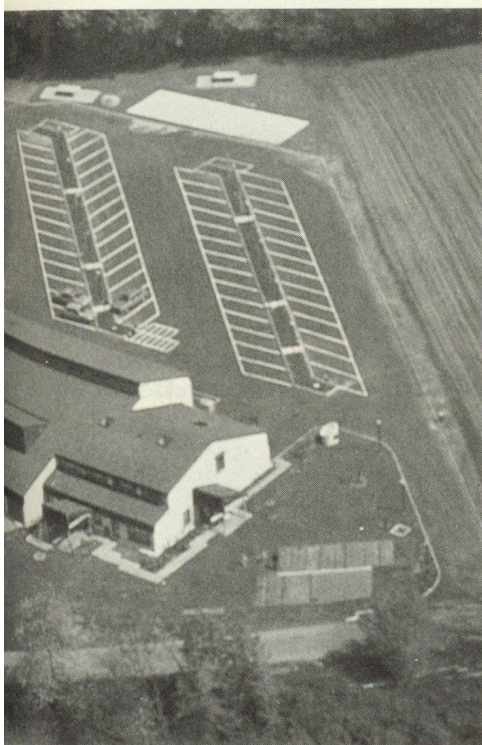


La conception générale du centre, édifié sur une surface globale de 21290 m², répond à la réglementation fédérale édictée par l'Office fédéral de la protection civile. Le bâtiment principal comprend une salle de théorie générale de 90 places, six salles de classe de douze places et une salle des modèles. Une infirmerie, des bureaux, un local d'archives et une cafétéria complètent la construction avec deux appartements pour les intendants.

Au niveau inférieur se trouve le stationnement groupant: dortoirs, vestiaires, douches et lavabos pour envi-



Ciseaux, sourire et spectateurs: l'acte de l'inauguration.



Il faisait aussi partie de l'inauguration: l'ancien chef du DMF et syndic de Lausanne, M. G.-A. Chevallaz.

M. Claude Simon assure l'administration et l'organisation du centre d'instruction; il est assisté de six instructeurs chargés de l'enseignement et de sept autres collaborateurs qui s'occupent des questions administratives et de l'intendance, dont un cuisinier et un aide qui préparent les repas pour les 60 à 70 participants accueillis journellement au centre en cas d'occupation normale.

Ces installations vont permettre d'intensifier la formation des membres de la protection civile et de rendre plus largement opérationnelle son organisation locale.

De septembre à décembre 1983, environ 900 personnes instruites antérieurement ont effectué leur service annuel dans ces nouvelles installations, totalisant quelque 2800 jours de service. Cette année, 30 cours y sont organisés qui s'étaleront sur 136 jours; ils mettront à contribution un peu plus de 1500 Lausannois qui accompliront environ 7200 jours de service.

ron 190 personnes, cuisine, réfectoires et divers locaux de service. Les dépôts pour l'équipement et le matériel technique ainsi que trois abris d'instruction prévus pour six classes sont sur le même niveau.

Dans les environs immédiats du bâtiment principal, une double piste d'exercice permet un entraînement dans des conditions proches de la réalité. Cette double piste d'exercice se compose de:

- 23 stations d'exercice
- 2 zones de décombres
- 14 poteaux pour les exercices de construction de ligne
- 1 barrage sur le ruisseau de la Tioleire
- 1 sac béton pour les feux d'hydrocarbures

Une place de parc pour 80 voitures, une place de jeu comprenant deux tables de ping-pong et un jeu de boules complètent le tout.



Beaucoup de personnalités.

(Photos: Hofer/BZS)

125 Jahre Rotkreuzidee

Von Solferino zum Roten Kreuz heute

Felix Christ

Am 24. Juni 1984 war es 125 Jahre her, seit in Solferino die Idee des Roten Kreuzes geboren wurde. Angesichts von 40000 Toten und Verletzten, die unversorgt auf dem Schlachtfeld zurückblieben, erkannte Henry Dunant die Notwendigkeit, nicht nur persönlich spontan und uneigennützig allen Opfern ohne Unterschied zu helfen, sondern den guten Willen der einzelnen Menschen zusammenzufassen und auf eine völkerrechtliche Basis zu stellen.

In seiner Schrift «Eine Erinnerung an Solferino» schlug Dunant 1862 ein weltweites, gut organisiertes Hilfswerk vor. Alle Länder sollten nationale Hilfsvereine zur freiwilligen Verwundetenpflege schaffen und eine internationale, rechtsverbindliche Übereinkunft treffen.

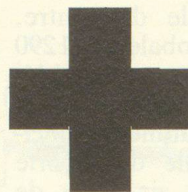
Bereits 1863 wurde das Internationale Komitee vom Roten Kreuz (IKRK) gegründet. Ein internationaler Kongress sprach die Empfehlung aus, in allen Ländern Hilfsgesellschaften zur Verwundetenpflege durch Freiwillige ins Leben zu rufen. 1864 schloss eine Staatenkonferenz das erste Genfer Abkommen zum Schutz der Verwundeten im Feld ab. Als Schutzzeichen wurde das rote Kreuz angenommen.

Auf dieser Grundlage entwickelte sich aus Dunants Ideen das grosse, universell anerkannte Vertrags- und Hilfswerk des Roten Kreuzes: das Vertragswerk, das heute die vier Genfer Rotkreuz-Abkommen von 1949 mit den beiden Zusatzprotokollen von 1977 zum Schutz der Kriegsopfer umfasst, und die Weltorganisation des Internationalen Roten Kreuzes, dem nebst dem IKRK das 1866 gegründete Schweizerische Rote Kreuz (SRK) in Bern und 130 andere nationale Rotkreuz- und Rothalbmondgesellschaften sowie deren 1919 gegründeter Dachverband, die Liga der Rotkreuzgesellschaften in Genf, angehören.

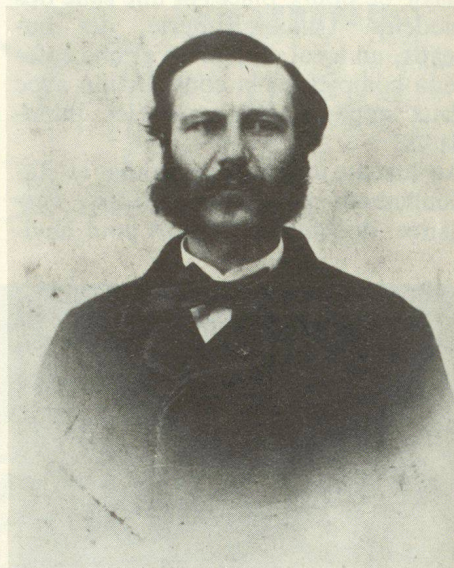
Dunant selbst hat für die Rotkreuzgesellschaften über die Pflege von Verwundeten hinaus eine vielfältige Hilfstätigkeit schon in Friedenszeiten zugunsten von Kranken, Verunfallten, Behinderten, Betagten, bedrängten Jugendlichen, Verlassenen, Flüchtlingen, Bedürftigen und Opfern von Katastrophen vorgesehen. In diesem

Sinn ist das SRK im Unterschied zum IKRK, das sich vor allem der Kriegsopfer annimmt, heute längst nicht mehr nur auf dem Gebiet der freiwilligen Sanitätshilfe tätig, sondern in einem weiten medizinischen, pflegerischen und sozialen Bereich: Krankenpflege, Sozialarbeit, Blutspendedienst, Rettungswesen, Flüchtlingsarbeit und Katastrophenhilfe im In- und Ausland.

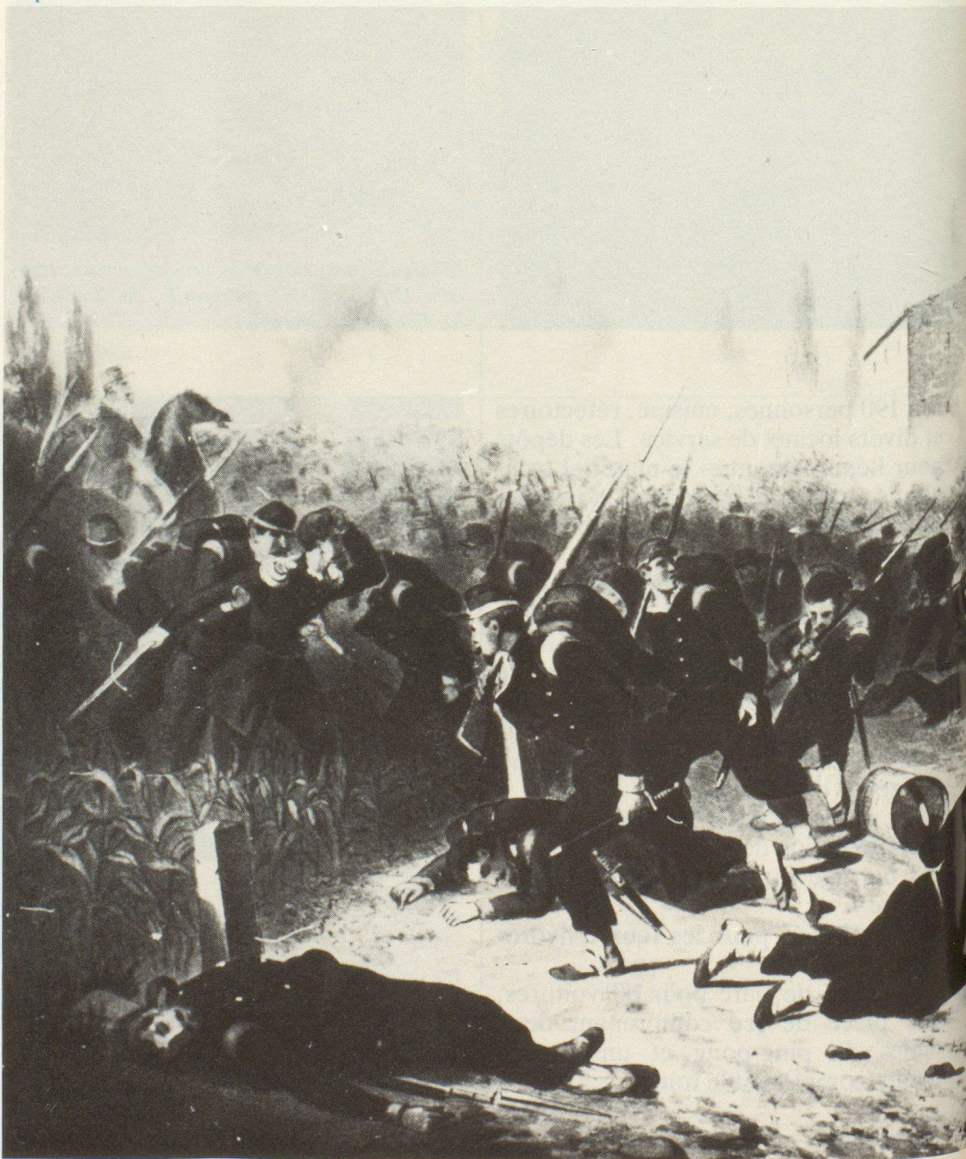
Von den Zielen des Gründers sind heute viele verwirklicht. Und doch ist das Werk Dunants noch nicht vollendet. Der Rotkreuzgedanke muss auf der ganzen Welt, aber auch bei uns noch stärker Wurzel fassen. In unserem eigenen Land sollte jeder sein Rotes Kreuz kennen und sich dafür einsetzen. Ohne die Mitwirkung Zehntausender von Freiwilligen ist es



Henry Dunant



dem SRK und seinen 70 regionalen Sektionen unmöglich, die Idee von Solferino in die Tat umzusetzen.



Pour l'anniversaire de l'idée de la Croix-Rouge

Félix Christ

Le politicien réaliste tient compte du présent, l'idéaliste par contre œuvre pour les siècles à venir. F. A. Lange

L'idée de la Croix-Rouge est née il y a 125 ans dans l'esprit de Dunant, révolté et bouleversé à la vue des blessés laissés, le 24 juin 1859, sur le champ de bataille de Solferino. Cette idée a été à l'origine de l'institution d'entraide conventionnelle de la Croix-Rouge, reconnue aujourd'hui à l'échelle mondiale. La sombre réalité a sans cesse freiné l'idéalisme du jeune Genevois. Dans le contexte humanitaire quotidien, ses plans se sont souvent révélés utopiques. Aujourd'hui encore, la Croix-Rouge, que ce soit à l'échelle internationale et nationale, est tenue de se concentrer sur ce qui peut se concrétiser. C'est pourquoi, nous devrions, 125 ans plus tard, repenser les objectifs élevés des débuts.

La Croix-Rouge ne pourrait se satisfaire simplement de ce qui, sur l'heure, est «réaliste» et ne doit jamais oublier l'idéal initial.

Henry Dunant eut encore le courage de combattre pour «un monde plus juste, plus heureux, plus humain». On pourrait se demander: la Croix-Rouge n'est-elle pas devenue trop modeste? Ne devrions-nous pas (aujourd'hui plus que jamais) considérer avec plus de conscience le but final: cette «humanité» dans un sens large dont il est fait état dans les principes de la Croix-Rouge.

Certes, toutes les personnalités qui furent marquantes pour la Croix-Rouge étaient des hommes d'action, et non pas seulement des idéalistes (voire des rêveurs), mais des réalistes, des stratèges froids et raisonnables des petits pas. Ils n'hésitent pas pour autant à s'engager pour les idéaux les

plus élevés: «apporter une contribution à un monde meilleur». Comme le disait Carl J. Burckhardt, alors président du CICR, «un monde où il vaut la peine de vivre».

Le but est formulé: Dunant l'appelait la «fraternité du bien général»; Max Huber, juriste de renom et qui fut pendant de longues années président du CICR, parlait de «responsabilité inconditionnée de l'homme à l'égard de l'humanité souffrante»; Hans Haug, membre du CICR et président de la CRS de 1968 à 1982, le formulait ainsi: «communauté solidaire».

On pense toujours à une communauté vraiment humaine, au sein de laquelle – non pas de haut en bas, mais amicalement – chacun est là pour chacun et chacun, à sa manière, donne et prend. La Croix-Rouge a ici un rôle bien précis à remplir: être l'huile dans les rouages de la société, l'incitation à l'entraide parmi la population, qui doit savoir, comme le stipulent les Lignes directrices de la CRS, «qu'elle peut compter sur la Croix-Rouge et que celle-ci constitue, dans les circonstances où son soutien est nécessaire, une institution sûre à sa disposition».

Combien reste encore à faire! A l'échelle internationale, la Croix-Rouge s'efforce de rapprocher les peuples. Elle se considère – en tant que la plus grande organisation d'aide privée dans le monde groupant 250 millions de membres dans 131 pays – comme une famille internationale au sein de laquelle tous se soutiennent, selon le principe d'«universalité». Lorsqu'une société sœur est dans le besoin, la CRS s'empresse de lui venir en aide. Cette collaboration pratique devrait être intensifiée encore à l'avenir!

Dans notre pays, il s'agit avant toute chose de promouvoir le désir d'aider. Dans le domaine de la santé et du travail social, il faudrait en particulier donner des impulsions nouvelles à l'idée de l'entraide entre voisins. Le nombre des membres, des participants aux cours, des volontaires demeure inchangé depuis des années et l'on oublie trop souvent que la cause de la Croix-Rouge, la vision de son fondateur, ainsi que les petites activités quotidiennes de la CRS concernent chacun d'entre nous!

Ce dont nous avons besoin aujourd'hui est de l'élan, de l'enthousiasme, pour l'objectif élevé des débuts, des hommes et des femmes qui mettent leur propre personne au service de l'idée de la Croix-Rouge et surtout davantage de jeunes qui s'identifient à la cause humanitaire, en un mot: plus de courage à l'égard de l'humanité.



Solferino 1859
(Photo: CRS)

Kein Aufruf zur Zivilschutzdienst-Verweigerung

Freispruch für Berner Stadtrat Peter Eichenberger

sh. Der Berner Poch-Stadtrat und Zivilschutzverweigerer Peter Eichenberger war angeklagt, anlässlich einer Sendung von «Radio ExtraBE» öffentlich zur Verweigerung des Zivilschutzdienstes aufgerufen zu haben. Am 27. Juni ist er von Einzelrichter Gottfried Aebi freigesprochen worden. Die Gerichtskosten von 230 Franken muss Eichenberger übernehmen, weil er sich – nach Ansicht des Gerichtspräsidenten – mit seinen kritischen Äusserungen nahe an der Grenze des Illegalen befunden habe.

Am 19. November 1983 gastierte Eichenberger als Kolumnist beim Berner Lokalsender «Radio ExtraBE». Seinem Kommentar lag der Zeitungsartikel «Wenn eine Atombombe auf die Stadt Bern fällt» zugrunde, über den die Zeitschrift «Zivilschutz» (1-2/84) auch berichtet hatte. In seinen Äusserungen kritisierte der Lokalpolitiker den Zivilschutz und stellte diesen als Illusion dar, gegen die man sich wehren könne. Es gebe Leute, die den Dienst im Zivilschutz verweigerten, und eine Gruppe von Briefschreibern, die ihren Gemeinden mitteilten, dass sie auf einen Schutzplatz verzichteten;

so habe er seine Aussage formuliert, teilt der Angeschuldigte dem Gericht mit.

Die Klägerin, eine ZS-Instruktorin, hörte jedoch in der fraglichen Sendung eine Aufforderung zur Verweigerung des Zivilschutzdienstes heraus. Aus diesem Grunde verzeigte sie den Kommentator.

Mittels Strafmandat verurteilte Gerichtspräsident Aebi den Berner Stadtrat wegen öffentlicher Aufforderung zur Verweigerung des Zivilschutzdienstes (Art. 84 des Zivilschutzgesetzes) zu einer Busse von 600 Franken. Gegen dieses Urteil erhob Eichenberger fristgerecht Einspruch.

Weil die Bandaufnahme mit der Kolumne Eichenberger von «Radio ExtraBE» gelöscht worden war (Bandaufnahmen von Lokalradios müssen nur einen Monat gespeichert werden), kam es zu einer Hauptverhandlung mit Zeugeneinvernahmen.

Das Beweisverfahren gestaltete sich in der Folge schwierig. Der Angeschuldigte bestritt, die Zuhörer aufgefordert zu haben, den Zivilschutzdienst zu verweigern. Er habe sich zum Ziele gesetzt, die Leute mit seiner Kolumne lediglich zum selbständigen Nachden-

ken zu motivieren. Die Entscheidung, ob jemand Zivilschutzdienst leisten wolle oder nicht, müsse jeder selber treffen, denn er – Eichenberger – wisse, was eine Verweigerung mit sich bringe, habe er doch selber den Zivilschutzdienst verweigert. Einer der Zeugen bestätigte, Eichenbergers Aussagen hätten keine Aufforderung zur Verweigerung beinhaltet und sei in sachlicher Form vorgetragen worden. Der andere Zeuge gab zu Protokoll, dass die Sendung des Angeklagten polemisch gewirkt habe, die Schlussfolgerung der Kolumne sei ein deutlicher Aufruf zur Verweigerung des Zivilschutzdienstes gewesen.

Nach Ansicht von Gerichtspräsident Aebi reichte das Beweisverfahren aber nicht aus, um den Angeklagten strafrechtlich zu verurteilen. So wurde Stadtrat Eichenberger freigesprochen. Die Gerichtskosten von 230 Franken sowie die Kosten für seinen Anwalt muss Eichenberger jedoch selber übernehmen. Dies sei gerechtfertigt, meinte Aebi, weil der Hinweis Eichenbergers auf die Zivilschutzdienst-Verweigerer und Schutzplatz-Verweigerer implizit beinhalte, das Gleiche zu tun.



Die HEBGO-Dichtungen eignen sich ausgezeichnet zum Abdichten von neuen und bestehenden Türen und Fenstern.

Die Kombination von Aluminiumprofilen und alterungsbeständigen Gummidichtungen hat sich seit Jahren bestens bewährt.

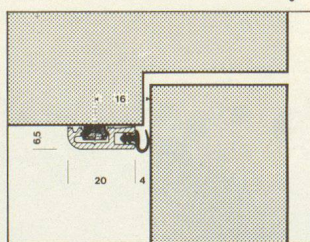
**d'HEBGO-Dichtig
isch di richtig**

BRINER HEBGO AG, Beschläge
Wilerweg 37, 4600 Olten
Tel. 062 26 37 37

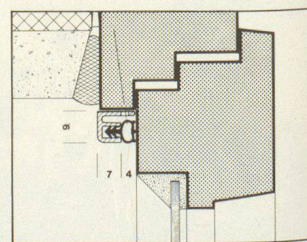
IM FACHHANDEL ERHAELTICH



*denk mit
sparmit!*



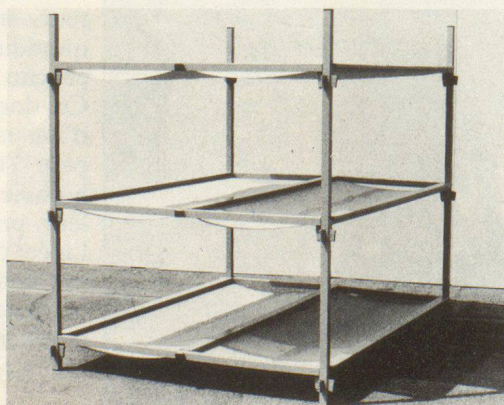
Türsanierung
HEBGO 126/631



Fenstersanierung
HEBGO 121/526

emag

Ihr Partner
für
Schutzraum-
Möblierungen



Wir planen und liefern vom Bundesamt für Zivilschutz zugelassene **Zivilschutz-Möblierungen für Organisationsbauten und Schutzraum-Ausstattungen**. Ebenso Lager-, Betriebs- und Büroeinrichtungen.

Verlangen Sie unsere Unterlagen.

emag  **norm erismann ag**

8213 **neunkirch SH**

Telefon 053-614 81
Telex 76143